

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 JANVIER 1925.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS POUR L'EXERCICE 1925 (1).

Tableau A. — SERVICES DE L'AGRICULTURE

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. BRUSSELMANS.

MESSIEURS,

La Commission chargée de faire rapport sur le budget de l'Agriculture a examiné longuement la situation agricole du pays.

L'attention des Pouvoirs publics doit continuer à se porter sur cette branche importante de la production nationale qu'est la production agricole.

Il reste à réaliser dans ce domaine des progrès techniques importants. La Commission se réjouit d'en constater à plusieurs points de vue. Le travail de la Commission de la Production agricole n'est certainement pas étranger à la chose. Le mérite en revient toutefois entièrement à cette classe agricole énergique, active et de plus en plus progressiste dont notre pays peut à juste titre s'enorgueillir.

(1) Budget, n° 4viii,

(2) Composition de la *Commission spéciale* :

a) Les membres de la *Commission permanente de l'Agriculture* : MM. Tibbaut, président, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Criel, Debruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Jouret (Henri), Jouret (Léon), Maenhaut, Mostaert, Niezette, Périquet, Vanden Corput, Vanden Eynde et Wauters.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. de Montpellier, David, de Liedekerke, Brusselmans, Pierco et Richard.

Il importe, d'autre part, que ces efforts ne soient pas troublés ni annihilés par une politique de ravitaillement mal comprise. Or, la situation reste, à cet égard, pleine de menaces.

La Commission reste d'avis que la politique du Ravitaillement rentre essentiellement dans les attributions du Ministère de l'Agriculture.

Elle regrette que la loi du 25 janvier 1923 ait été, partiellement au moins, détournée de son objet.

Cette loi prévoyait en son article premier la délibération en conseil des Ministres des Arrêtés Royaux d'exécution.

Malgré ce texte formel, un Arrêté Royal établit une espèce de délégation en vertu de laquelle le Département de l'Industrie et du Travail fut à nouveau rendu seul compétent dans la matière.

Il faut toutefois reconnaître que ce département consulta dorénavant de façon plus suivie les représentants de l'Agriculture.

*
* *

Le renchérissement de la vie que nous constatons pour le moment, la légèreté avec laquelle se prononce l'opinion publique et l'expérience d'une politique de ravitaillement qui fut à certains moments désastreuse pour l'agriculture nous conseillent de livrer aux méditations de nos collègues la présente contribution à l'étude des prix des produits agricoles.

Elle ne prétend pas résoudre le problème. Elle le pose sur son véritable terrain et a, nous semble-t-il, au moins l'avantage de montrer le danger de certaines solutions.

*
* *

La solution n'est pas à trouver dans un libéralisme absolu, elle ne l'est pas non plus dans une réglementation à outrance. La liberté est la règle. La contrainte l'exception. — Le prix des produits est déterminé par la loi de l'offre et de la demande, ce n'est que lorsque le libre jeu de celle-ci est sérieusement entravé qu'une intervention s'impose.

Pratiquement cette intervention ne se justifie pour le moment que pour autant que la situation du vendeur lui confère un véritable monopole. A ce moment il est le maître du marché. La libre concurrence ne vient plus l'inquiéter. L'acquéreur doit passer par ses conditions.

Pendant la guerre cette situation a existé pour plusieurs denrées. Elle n'existe plus à présent.

On peut bien imaginer qu'à certains moments où de violentes poussées de change amènent de brusques tensions dans les prix des produits et permettent le drainage par l'étranger, une réglementation temporaire s'impose. On ne peut y voir un régime destiné à durer. Ce n'est qu'une tentative de diminuer l'ampleur des oscillations de prix qui sont également nuisibles aux producteurs et aux consommateurs. Le calme revenu, la devise nationale stabilisée, la concurrence internationale fait son œuvre nivellatrice. Il est permis de dire que dans les circonstances actuelles, sauf quelques mesures purement temporaires, toute intervention dans le régime des prix, toute interruption dans les échanges internationaux est condamnable.

Elles exproprient indûment une partie de la population des bénéfices normaux de son travail.

Cela fait peut-être l'affaire du consommateur. Pas longtemps toutefois, car l'expérience et un peu de psychologie pratique montrent que la loi économique violée se venge rapidement.

Prenons l'exemple du prix maximum.

On le décrète pour une denrée quelconque. L'effet est immédiat : Raréfaction de la marchandise. Le consommateur s'affole et veut faire des provisions. Le détenteur se tient sur la réserve. La marchandise lui semble bien précieuse depuis que l'État, peut-être indûment, semble escompter une forte augmentation de son prix. Ou bien la marchandise fait vraiment défaut et alors rien ne réprimera la vente sous main à des prix majorés, ou bien elle existe en quantité relativement suffisante sur le marché et alors le prix maximum décrété entraîne immédiatement le nivellement général des prix au maximum en question — sans égard à la qualité ni aux écarts de prix existant normalement sur les différents marchés. — Or, ces écarts sont parfois considérables. Ils atteignent facilement des 10, 15, 20 et 25 p. c.

Un relevé portant sur les différents marchés agricoles permet de le constater.

Prix des œufs.

29 nov. 1924, Waregem	fr. 0,66 à 0,95	2 déc. 1924, Moll	fr. 1,08 à 1,10
1 ^{er} déc. 1924, Louvain	» 0,70 à 0,95	2 déc. 1924, Beveren-Waes	» 1,00 à 1,15
4 déc. 1924, Audenarde	» 0,75 à 0,95	2 déc. 1924, Tirlemont	» 1,10 à
		4 ^{er} déc. 1923, Grammont	» 1,00 à 1,05.

La même semaine les mercuriales nous renseignent des prix variant de 43 à 60 francs pour les pommes de terre; de 16 francs (Aerschoot, 4 décembre), à 21 francs (Merchtem, 3 décembre) pour le beurre.

Le prix maximum aurait dans ces conditions eu comme conséquence de raréfier la marchandise et de la rendre plus chère pour un grand nombre de consommateurs.

*
* * *

La compression artificielle des prix agricoles, qu'elle se fasse par l'interdiction de l'exportation ou la compression directe a cet autre inconvénient de ne constituer qu'une médication purement symptomatique d'effet très limité dans le temps.

Elle ne traite pas la maladie profonde dont les causes demandent un savant examen, elle traite l'effet, le symptôme qui est le renchérissement de la vie. L'opinion publique ne voit que cela.

Elle ne voit pas les fléaux désaxés de la balance commerciale, ni le change branlant et instable, ni notre outillage et notre vie économique non entièrement restaurés.

Le traitement contribue à entretenir le malade dans une fausse sécurité. La politique de péréquation, mal jusqu'à un certain point nécessaire, le paiement d'une grande partie de la population d'après un système de salaires mobiles, la compression artificielle des prix des denrées empêchent que l'avertis-

sement salubre de la vie renchérissement nous rappelle à l'ordre. Une grande partie de la population devient ainsi indifférente au change et cela constitue un danger terrible pour un pays.

Entretiens le produit atteint se dérobe. Le producteur se détourne de lui et quand il sera rendu au marché libre, l'offre sera devenue totalement insuffisante.

*
* * *

Nous croyons donc que la réglementation des prix des produits est néfaste, nous croyons de même qu'il n'y a pas lieu d'interdire leur exportation.

Nous ne faisons de réserve que pour quelques situations aussi exceptionnelles que passagères.

Qu'on nous permette de justifier ces propositions par quelques considérations.

*
* * *

I. — Les produits de l'Agriculture Belge sont assez généralement restés en dessous de l'Index-Number.

Tableau de comparaison des Index-Numbers de certains produits.

	Indice moyen.	Produits d'alimenta- tion.	Com- bustibles.	Pétrole et dérivés.	Produits des industries métallur- giques.	Produits des industries textiles.
1921 Octobre . . .	372	»	»	»	»	»
1922 Janvier . . .	366	»	»	»	»	»
— Avril . . .	344	»	»	»	»	»
— Juillet . . .	360	— 336	+ 391	+ 366	— 329	+ 440
— Octobre . . .	385	— 326	+ 457	— 333	— 368	+ 477
1923 Janvier . . .	434	— 353	+ 514	— 360	+ 467	+ 563
— Avril . . .	480	— 362	+ 634	+ 481	+ 526	+ 579
— Juillet . . .	504	— 437	+ 643	— 496	+ 541	+ 607
— Octobre . . .	515	— 473	+ 725	— 488	+ 534	+ 620
1924 Janvier . . .	580	+ 602	+ 709	— 544	— 553	+ 800
— Avril . . .	555	— 521	+ 687	+ 636	— 513	+ 754
— Juillet . . .	566	— 527	+ 641	+ 655	— 519	+ 844
— Octobre . . .	»	»	»	»	»	»

Remarquons qu'il s'agit dans ce tableau de prix au détail qui sont loin de refléter la situation du marché de gros.

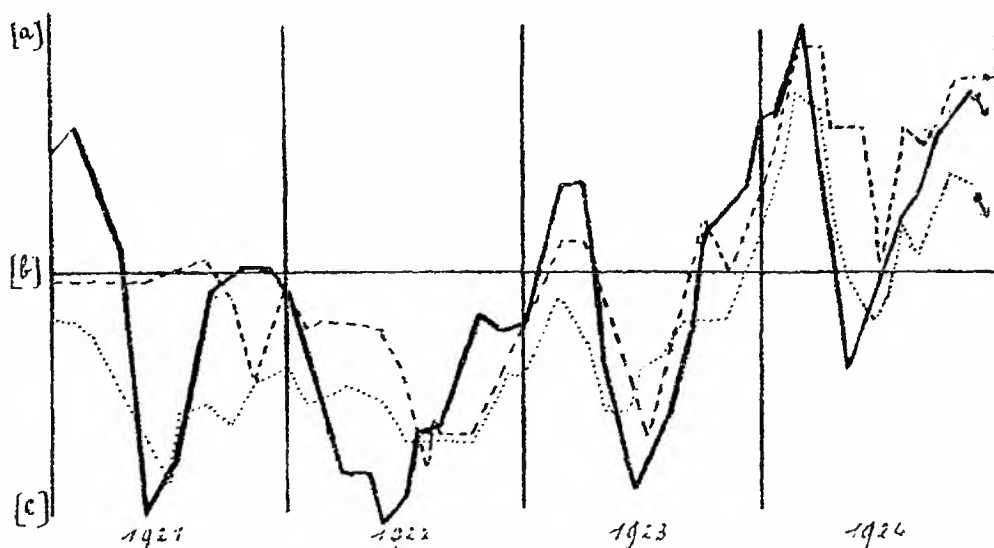
II. — Le prix des produits agricoles ne semble pas avoir été influencé par quelque action concertée en vue de la hausse.

Les éléments normaux : saison, abondance de la moisson, change, prix des matières premières semblent seuls participer à la détermination des cours.

Les graphiques suivants sont intéressants à ce point de vue.

Prix du Beurre (—) du Son (— — —) et de la Farine de Lin (.),

Graph. 1.



L'échelle de graduation à appliquer est la suivante :

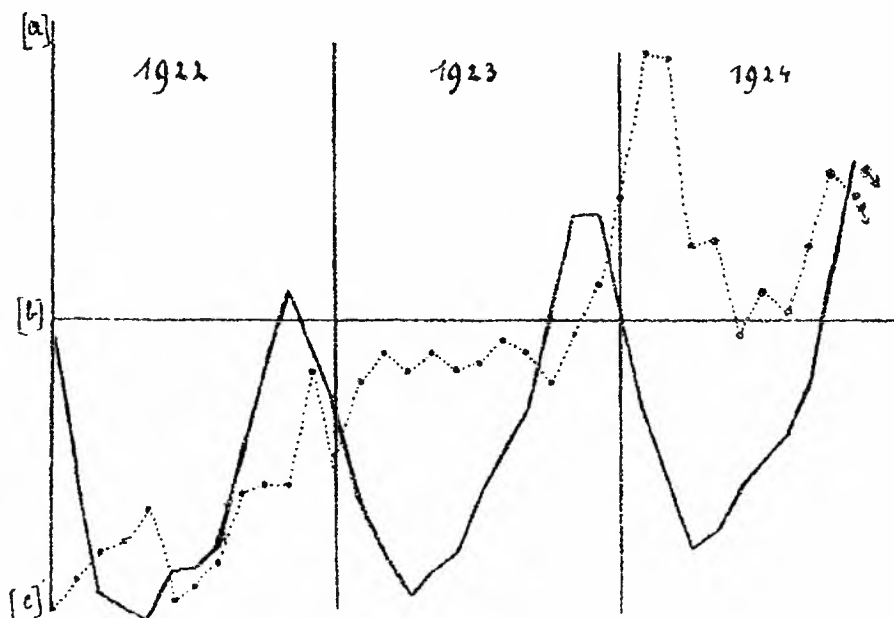
	Beurre (1 kgr.)	Son (100 kgr.)	Farine de Lin (100 kgr.)
En a	20 francs	80 francs	160 francs
En b	15 —	55 —	110 —
En c	10 —	30 —	60 —

Les prix du beurre sont tirés du Relevé mensuel des prix du *Moniteur*.

Les prix du son et de la farine de lin sont fournis par le Service de documentation du *Boerenbond* Belge.

Prix des œufs (—) et du maïs (.)

Gr. II.



L'échelle de graduation à appliquer est la suivante :

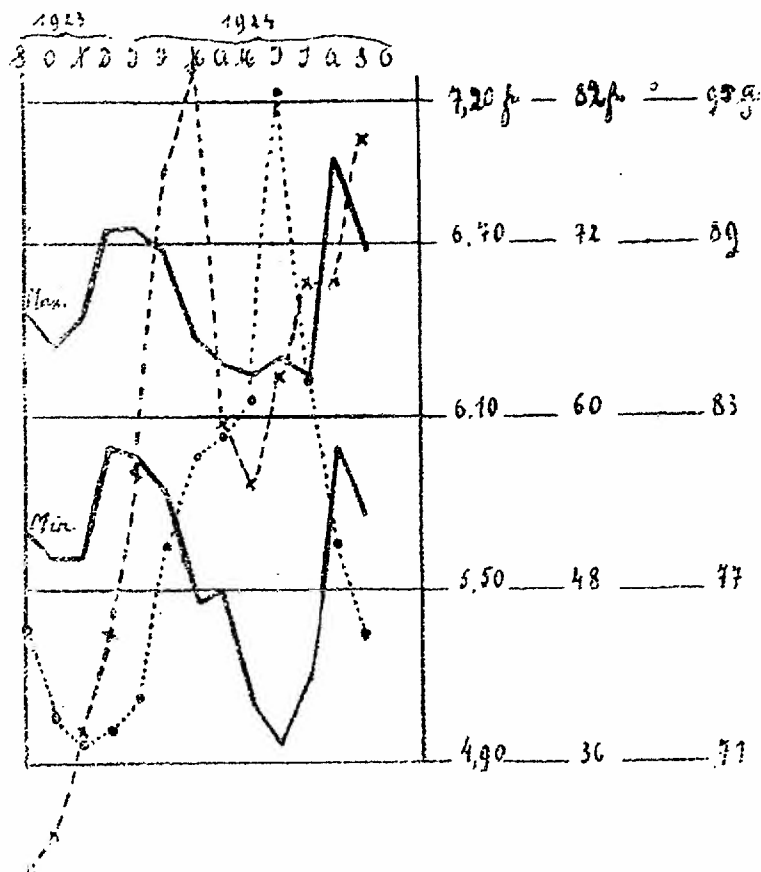
	Œufs (les 26)	Maïs (les 100 kilogr.)
En a.	32 francs.	118 francs.
En b.	20 francs.	82 francs.
En c.	8 francs.	36 francs.

Les prix des œufs sont tirés des Relevés mensuels des prix du *Moniteur*. — Les prix du maïs sont fournis par le Service de documentation du *Boerenbond* Belge.

Prix du porc (poids vif) (—) des pommes de terre (.....)
et du seigle (— — —)

Gr. III.

Porc Pommes de terres Seigle



Echelle de graduation.

Porc	Pommes de terre	Seigle
(1 kg.)	(100 kg.)	(100 kg.)

Les prix du porc sont ceux du marché d'Anderlecht-Careghem. (Bulletin du nombre et prix moyens des animaux de boucherie. Min. de l'Agriculture). Les prix des pommes de terre et du seigle sont tirés du Relevé mensuel du *Moniteur*.

L'impression dominante qui se dégage de ces graphiques est la régularité des écarts saisonniers des prix et l'ampleur de ces oscillations.

Tant d'autres producteurs, même quand le prix de gros ou les matières premières diminuent, tâchent, par tous les moyens, de s'accrocher aux prix précédemment obtenus. Les graphiques renseignent pour eux des paliers suivis enfin, longtemps parfois après la baisse du prix de gros ou des matières premières, de chutes brusques généralement vite amorties et moins profondes. (Voyez plus bas le graphique V).

Les prix en agriculture eux, sont avant tout déterminés par des facteurs saisonniers. C'est la leçon qui se dégage d'une façon saisissante des graphiques I, II, III et V.

Et les écarts sont considérables !

	BEURRE		OÛFS		POMMES DE TERRE	
	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1920 . .	17.44	11.86	—	—	43.98	21.89
1921 . .	18.04	9.80	—	—	54.20	34.31
1922 . .	16.91	9.58	21.30	8.05	61.45	15.59
1923 . .	18.24	10.76	24.87	8.83	58.14	15.46
1924 . .	20.09	13.08	20.61	10.11	82.24	41.16

Ces chiffres sont ceux du *Moniteur*. Il est certain qu'en fait, les écarts furent encore plus considérables. Cette irrégularité dénote un marché sain et normal réagissant vivement d'après la loi de l'offre et de la demande.

Remarquez d'ailleurs que ni les interventions officielles, ni même la hausse des matières premières ne purent enrayer le rythme régulier des variations saisonnières.

Prenons, pour exemple, le beurre. (Graphique I.)

En février 1923, le régime des licences d'exportation fut décrété. Notre diagramme montre que ce régime n'empêcha pas les fluctuations normales de se produire.

La hausse normale d'hiver décida le Ministre à refuser toute licence à partir de février 1924. (Arrêté ministériel du 17 février 1924). La baisse du printemps et la hausse d'automne se sont produites comme si rien n'était.

Bien mieux, à première vue, on pourrait accuser le Ministre d'avoir relevé les maxima et les minima, par sa réglementation. Nous ne faisons pas nôtre, cette critique, car nous savons que cette hausse est la suite d'une hausse correspondante des matières premières de l'agriculture, ainsi que du renchérissement général du coût de la vie.

*
* * *

De même, nous contestons que l'importation et l'exportation soient le facteur principal du coût d'un produit,

Ainsi les prix du porc sur pied.

Les prix les plus forts de l'année 1923 sont ceux du mois de janvier et de février. Or nous importons :

en janvier, pour 4.399.254 francs de porc vivant et abattu,

en février, pour 3.310.146 francs.

Nous exportons pendant ces mêmes mois :

en janvier, pour 98.400 francs,

en février, pour 204.157 francs.

En fait, exportation nulle. — Malgré cela on payait le porc assez cher.

		Gand.	Cureghem.
1923	Janvier.	6,55 à 6,74	6,13 à 7,19
1923	Février.	6,42 à 6,73	6,68 à 7,36

Malgré que l'exportation fut quasi inexistante, on jugea bon de décréter sa réglementation.

En novembre (Arrêté ministériel du 17 novembre 1923) l'exportation devint libre : elle prit, de ce chef, un essor considérable.

Notre surplus d'exportation, qui se chiffrait en octobre à 181.809 francs
monta en novembre à 623.939 francs.
en décembre à 2.546.032 »
en janvier 1924 à 4.163.774 »

A ce moment on vendait aux prix suivants :

Sur le marché de Gand, fr. 6,05 en octobre, à 6,02 (en novembre) ;
à 6,10 (en décembre) ;
à 6,26 (en janvier) ;

Sur le marché de Cureghem, fr. 6,35 en octobre, à 6,46 (en novembre) ;
à 6,75 (en décembre) ;
à 6,76 (en janvier).

Le 17 février 1924, le Ministre fit savoir qu'il refuserait toute licence. Et l'effet sur les prix ?

A Gand, on payait en février, fr. 6,28 ; à Cureghem, fr. 6,68,
en mars fr. 6,25 ; à Cureghem, fr. 6,38.

Remarquons encore que les prix les plus bas de 1924 (en mai et en juin) se présentent après que le Ministre accorde de nouveau des licences (A. M., 9 mai 1924), et après la levée du régime de réglementation de l'exportation (A. M., 21 juin 1924).

* * *

La hausse des matières premières, elle aussi semble être impuissante contre ces variations saisonnières. Le graphique III le marque de façon très nette.

Malgré une hausse formidable du seigle et des pommes de terre la baisse estimable du porc se produisit en son temps. Il est d'ailleurs connu que la cherté des fourrages fait souvent baisser momentanément le prix du bétail. La reprise (août 1924) n'en est que plus vive.

Même remarque pour les œufs (Graphique II, année 1924).

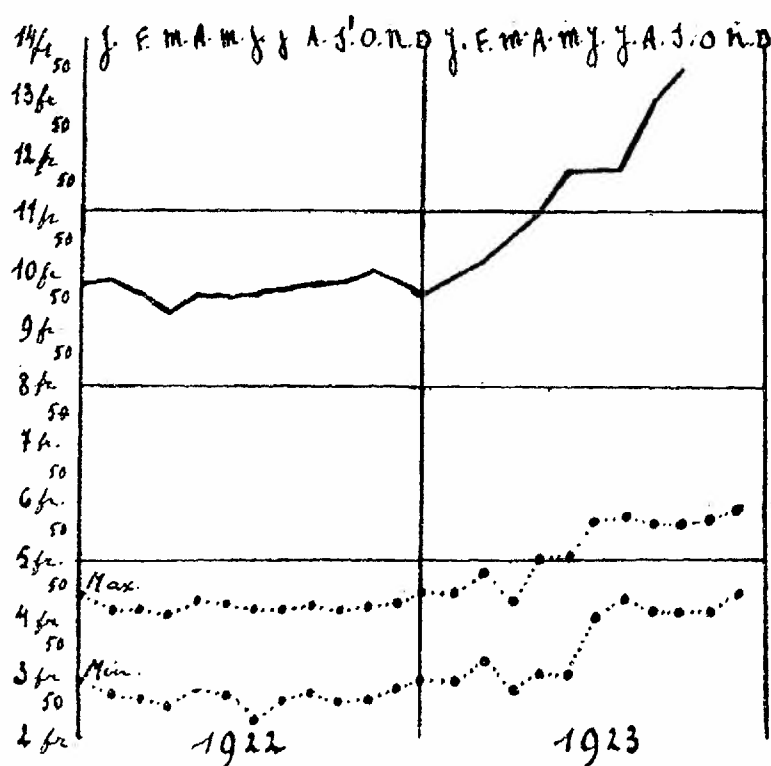
L'élément matières premières conditionne cependant incontestablement et justifie les cours pratiqués. Le parallélisme est frappant dans le graphique n° I, moins accentué, bien qu'encore très perceptible dans le graphique n° II. Il produit ses effets avec un certain retard pour le prix du porc (Graphique n° III).

III. — Si le prix payé au producteur est essentiellement déterminé par des facteurs sur lesquels celui-ci ne saurait agir, il semble que le prix au détail ne suit pas avec la même régularité le prix de gros.

Les données statistiques manquent généralement. Une étude plus poussée que celle-ci permettrait toutefois de découvrir des écarts énormes pour les fruits et les légumes. L'examen de la comptabilité d'une firme de gros nous en a convaincu. Nous possédons toutefois la statistique du prix de la viande de bœuf.

Prix du bœuf vivant (. . . .) et abattu (———).

Gr. IV.



Les prix de détail sont tirés de la *Revue du Travail*.

Les prix du bœuf (poids vif) sont les prix maxima et minima du marché de Cureghem. (Bulletin du nombre et prix moyen des animaux de boucherie. — Minis. Agriculture).

Il est caractéristique que l'écart entre le prix du bétail sur pied et celui de la viande de boucherie soit croissant.

Il est caractéristique également de constater que le prix au détail ne révèle en aucune façon certains fléchissements du prix du bœuf sur pied. (Juin 1922 — mars-avril 1923 — septembre-octobre 1923.)

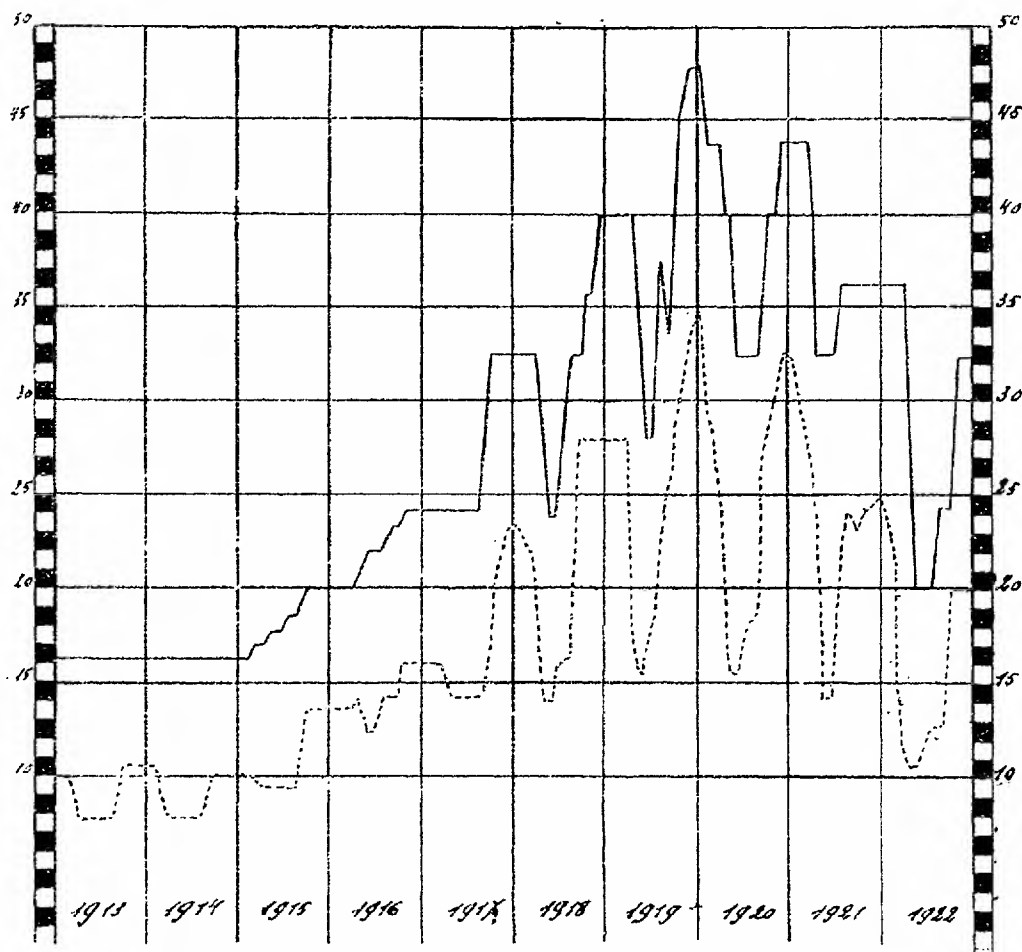
L'allure de la courbe du prix du bœuf abattu en 1923 est tout à fait typique. Les prix montent de façon continue. Un simple palier en juin-juillet répond à la baisse du bétail sur pied le mois précédent.

Nous avons l'impression qu'il en est ainsi pour d'autres produits. Les baisses de gros, n'amènent que des paliers dans les prix de détail, les hausses de gros déterminent des hausses beaucoup plus accentuées dans le détail.

Une étude anglaise sur le même sujet, mène des conclusions identiques.

Moyennes des prix du lait à Londres de 1913 à 1922.

Prix en pence par gallon (4.54 l.) ——— Prix payé par le consommateur, (1)
 Gr. V. ----- Prix touché par le producteur.



Ce tableau indique de façon très typique, les variations saisonnières aussi régulières et aussi marquées que chez nous — et illustre de façon remarquable les observations que nous venons de faire quant aux divergences entre les prix de gros et les prix au détail. — L'aspect général seul des deux tracés, l'un cubique, l'autre dentelé, est instructif.

Le département de l'Agriculture des États-Unis a publié au mois de février 1924 un Rapport bien intéressant sur la question, qui conclut en ces termes : « La valeur de la farine contenue dans le blé du producteur est absolument submergée par les frais nécessaires pour la faire parvenir sous forme de pain au consommateur final.

IV. — Sans doute, la politique de compression des prix en agriculture peut assurer pendant un certain temps des avantages limités aux consommateurs, mais à quel prix ?

Tôt ou tard le consommateur les paie durement.

Il n'y a pas de doute qu'une politique de compression des prix pousse lentement mais sûrement l'agriculteur vers les cultures industrielles. En 1914, l'agriculteur belge plantait 52.149 hectares de betteraves à sucre, en 1919, 42.894 hectares ; en 1924, 80.591 hectares.

(1) Report of The Departmental Committee on Distribution and Prices of Agricultural Produce 1924.

Pendant ce temps les produits destinés à la consommation humaine étaient de plus en plus abandonnés.

	Froment.	Seigle.	Pommes de terre.
1913. . . .	159.494 Ha.	259.491 Ha.	159.871 Ha.
1923	139.814 Ha.	232.026 Ha.	152.465 Ha.

Il suffit parfois d'une mévente pour restreindre brusquement et fortement la production.

En 1920, nous semions du lin sur 50.726 hectares; en 1921, la surface semencée atteignit à peine 15.040 hectares.

En 1922, la surface plantée de pommes de terre atteignit le chiffre record de 179.906 hectares. Le consommateur se réjouit du prix atteignant ceux d'avant-guerre; il dut déchanter en 1923 où nous perdions 27.000 hectares! En 1924, nous en plantâmes 158.471 hectares. On sait que la récolte fut malheureuse et que les prix montèrent considérablement. Que nous serions heureux pour l'instant de pouvoir disposer de la réserve des quelques 21.000 hectares supplémentaires de 1922.

La conséquence d'une politique de compression des prix est claire : Si l'agriculteur ne peut abandonner immédiatement une production qui lui est imposée par la tradition, la rotation des cultures, les besoins d'autres branches de son exploitation, l'impossibilité de trouver immédiatement des cultures à substituer aux anciennes, il est cependant certain qu'il s'éloigne de plus en plus des cultures qui l'exposent aux hasards et aux difficultés d'une politique de ravitaillement inconsidérée. Le mouvement est même plus rapide que l'on pourrait supposer à première vue, témoin le déficit considérable (12 p. c.) de pommes de terre constaté en 1923 sur la récolte de l'année précédente.

. . .

Non seulement la population devient tôt ou tard la victime d'une politique de ravitaillement mal comprise, mais le crédit du pays en souffre.

Comment se créer des débouchés avec un régime d'a-coups supprimant l'exportation pendant des semaines et des mois ?

Or, dans certaines branches de l'agriculture nous pourrions pour le plus grand bien du pays faire basculer en notre faveur une balance commerciale défavorable.

Il est bon de se rappeler les statistiques relatives au commerce d'exportation des œufs signalées dans le Rapport sur le Budget de 1923.

	IMPORTATIONS.		EXPORTATIONS.	
	Pièces millions.	Valeur millions francs.	Pièces millions.	Valeur millions francs.
1913	212,6	16,9	134,5	12,5
1921	52,9	23,7	1,6	0,9
1922	113,6	36,3	14,1	5,5
1923	64,9	25,5	64,2	29,5
1923 (4 premiers mois) . . .	16,1	5,3	18,3	7,4
1924 (4 premiers mois). . .	7,1	2,8	51,2	30,5

Des revirements pareils sont possibles dans d'autres domaines. Prenons, par exemple, le commerce d'exportation de la viande de porc.

Voici les soldes-valeur des importations et exportations (porcs vivants et viande fraîche).

1923 janvier	— 4.300.000 francs.	1924 janvier	+ 4.163.000 francs.
— février	— 3.105.000	— février	+ 3.007.000
— mars	— 1.828.000	— mars	+ 2.501.000
— avril	— 1.022.000	— avril	+ 207.000
— mai	— 1.733.000	— mai	+ 1.597.000
— juin	— 1.635.000	— juin	+ 2.079.000
— juillet	— 119.000	— juillet	+ 1.751.000
— août	+ 207.000	— août	+ 1.165.000
— septembre	+ 36.000	— septembre	+ 1.540.000
— octobre	+ 181.000		
— novembre	+ 623.000 (A. M. 17-11-23)		
	(liberté complète)		
— décembre	+ 2.546.000.		

Les neuf premiers mois de 1923 nous donnèrent un déficit de 14.985.000 de francs.

Les neuf premiers mois de 1924 un boni de 18.010.000 de francs.

L'un et l'autre de ces commerces d'exportation furent cependant menacés dans leur existence par des mesures de ravitaillement.

Il y aurait beaucoup à faire pour l'exportation des pommes de terre, des fruits, des produits maraichers, etc. Mais il nous faut pour cela le commerce libre.

La Commission réitère l'avis qu'elle donnait déjà l'année passée : Il n'y a aucune industrie au monde qui puisse résister au régime qui trop souvent a été celui de l'Agriculture dans notre pays : absence totale de protection contre le marché étranger quand le marché national lui est défavorable, interdiction d'exportation dès que les prix du marché international sont plus favorables.

La vérité économique et le véritable intérêt du pays ne sont pas dans un régime de compression des prix agricoles.

Pour pouvoir approvisionner la population la plus dense qui soit au monde, pour pouvoir créer dans certaines de ses branches d'activité des excédents suffisamment considérables, pour permettre une exportation organisée, il faut que l'agriculteur belge produise toujours plus. Il est prêt à faire l'effort nécessaire, il ne faut pas qu'on le gêne dans ses mouvements.

Produire plus, consommer moins, reste la vraie formule de salut.

C'est une vérité si obvie et si claire et cependant trop souvent méconnue encore dans les conséquences de conduite pratique qu'elle dicte.

*
* *

La Commission du budget de l'Agriculture a pris connaissance avec satisfaction de l'Arrêté Royal du 15 septembre 1924, réorganisant la représentation officielle de l'Agriculture.

Elle avait exprimé en 1923 un vœu en ce sens.

Elle enregistre avec la même satisfaction la modification profonde apportée à la réglementation relative à la stomatite aphteuse. Peut-être l'expérience permettra-t-elle encore d'améliorer le régime du nouvel Arrêté Royal.

La Commission signale à Monsieur le Ministre le tort considérable fait à l'Agriculture par les inondations considérables qui ont dévasté cette année des milliers d'hectares.

Dans la vallée de la Meuse il semble bien que toutes les mesures n'aient pas été prises, ou l'aient été trop tard pour empêcher le désastre.

Il semble, d'autre part, que le Corps des Ponts et Chaussées aurait à étudier de plus près les besoins de l'Agriculture et d'en tenir compte dans une plus large mesure. Sous prétexte de maintenir dans certains canaux d'intérêt fort accessoire pour les transports, des niveaux d'eaux suffisamment élevés, les services laissent *parfois* des centaines d'hectares inondés l'hiver et refusent en été l'eau d'irrigation demandée par les riverains.

De l'ensemble des discussions de la Commission se dégage l'impression que cette question réclame un examen attentif et une solution rapide.

Un membre signale à la Commission qu'il serait nécessaire que le Ministre de l'Agriculture définisse son attitude relativement à la question du bail à terme, et à la politique des engrais chimiques.

* *

Il nous reste, Messieurs, à examiner en détail les estimations budgétaires. Comme celui de l'année antérieure, ce budget n'a subi que quelques retouches.

Seules, les majorations aux articles 41, 54 et 69, indiquent les nouveaux développements, d'ailleurs très heureux, que le Département compte donner à l'enseignement agricole et à sa politique de défrichement.

L'examen des articles a donné lieu, de la part des membres de la Commission centrale, à quelques remarques et à quelques demandes de renseignements.

A l'article 11, un membre a signalé les inconvénients que présente la réglementation actuelle relative à l'abattage, l'obligation d'abattre dans un abattoir public les bêtes amenées du marché étant très onéreux,

La pénurie de bons maréchaux-ferrants alarme certains membres de la Commission centrale. On n'en trouve plus à la campagne. Ils ont disparu comme tous les ouvriers qualifiés d'ailleurs. Un membre voudrait savoir si l'enseignement de la maréchalerie, prévu aux articles 19, 20, 21 du budget, porte ses fruits.

ART. 22, litt. c. — Un membre signale l'utilité des syndicats créés pour l'achat en commun de taureaux, et regrette que l'on ait pratiquement supprimé le subsidé de conservation ce qui a amené la disparition de ces syndicats dans la région sablonneuse de la Flandre orientale.

ART. 26, litt. a. — La Commission propose une modification du libellé, d'ailleurs repris séparément sous forme d'amendement.

L'article modifié porterait 26a. — Chambres provinciales d'Agriculture Sociétés Agricoles provinciales, etc.

Suite à l'Arrêté royal modifiant la représentation officielle de l'Agriculture, la majeure partie de la dotation des sociétés provinciales d'Agriculture devra être reportée sur les Chambres provinciales d'Agriculture, chargées dorénavant de l'organisation des concours, etc.

Art. 32. — La Commission estime que l'Institut normal supérieur d'Économie ménagère agricole constitue une expérience des plus intéressantes. Elle doit être continuée.

La Commission estime toutefois que la dotation de cet Institut est assez forte (Art. 32, 33, 34, 35, 91 et 92).

Elle demande quelles sommes (crédits exceptionnels compris) ont été consacrées à cette institution depuis sa création.

Peut-on considérer l'équipement de l'Institut comme terminé ?

Quels résultats a-t-il atteints ?

Art. 41. — La Commission exprime la satisfaction de voir enfin mettre sur le pied d'une égalité relative l'enseignement agricole et l'enseignement industriel.

Art. 48. — Des membres désirent un rapport sur l'activité des diverses stations agronomiques et expérimentales dont le budget prévoit l'existence.

Art. 54. — La Commission estime qu'on ne saurait assez encourager le défrichement des terres incultes. L'augmentation de crédit de 50.000 francs est pleinement justifiée.

La Commission serait reconnaissante de recevoir des renseignements sur les intentions du département en cette matière.

Art. 70b. — La Commission désire savoir quelles sommes seront respectivement attribuées aux jardins ouvriers et au domaine de Mariemont.

La Commission estime que le subside à l'œuvre des jardins ouvriers et à la Ligue du Coin de Terre ne peut en aucun cas être inférieur à ce qu'il était précédemment.

Aux articles 71 et suivants : des membres s'étonnent de ce que le domaine forestier d'Eupen-Malmédy soit si peu exploité.

Il semble qu'en général le rendement du domaine forestier de l'État n'est pas suffisant. La Commission prie en conséquence Monsieur le Ministre de bien vouloir faire établir une estimation globale de la valeur du domaine forestier de l'État ainsi que du rendement de ce domaine, frais de garde et d'exploitation déduits.

A l'article 81. — La Commission attire l'attention de la Chambre sur la nécessité de l'entretien de la voirie vicinale. On peut se demander si les crédits demandés suffisent à cet égard.

La Commission signale que tout au moins une partie de la plus-value de la taxe sur les automobiles pourrait être employée à la chose.

N'y aurait-il lieu également d'appliquer aux touristes étrangers des taxes comme le fait la France. Ces taxes n'ont aucun caractère prohibitif et donnent des résultats substantiels.

La Commission propose à la Chambre d'adopter le présent budget.

AMENDEMENT
PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION.

—

Libeller l'article 26 comme suit :

ART. 26. — a) Chambres provinciales d'agriculture, sociétés agricoles provinciales, etc. (la suite comme au projet de loi).

AMENDEMENT DOOR DE COMMISSIE
INGEDIEND.

—

Artikel 26 te doen luiden :

ART. 26. — a) Provinciale landbouwkamers, provinciale landbouwverenigingen, enz. (het overige zooals in het wetsontwerp).

Le Rapporteur,

F. BRUSSELMANS.

Le Président,

EM. TIBBAUT.

— 13 —

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 JANUARI 1925.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW EN OPENBARE WERKEN VOOR HET DIENSTJAAR 1925 (1).

Tafel A. — DIENSTEN VAN DEN LANDBOUW

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BRUSSELMANS.

MIJNE HEEREN,

De Commissie belast met het verslag over de Landbouwbegroting heeft 's lands toestand op landbouwgebied langdurig onderzocht.

De Openbare Machten moeten bij voortduur hunne aandacht blijven wijden aan dezen belangrijken tak van 's lands voortbrengst, als is de landbouw.

Op technisch gebied moet in deze zaak nog aanzienlijke vooruitgang worden bewerkt. Met genoegen heeft de Commissie in velerlei opzicht vooruitgang vastgesteld; daaraan is gewis het werk der Commissie voor de Landbouwvoortbrengst niet vreemd. De ware verdienste er van is echter toe te schrijven aan onze krachtdadige landbouwersbevolking op welker werkzamen vooruitgangsgesest het land terecht mag bogen.

(1) Begroting, n° 4, VIII.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

a) De leden van de *Bestendige Commissie voor den Landbouw* : de heeren Tibbaut, voorzitter, Brusselmans, Carlier, Colleaux, Crick, De Bruycker, De Coster, De Jaegher, De Keersmaecker, de Kerchove d'Exaerde, de Montpellier, Doms, Housiaux, Joret (Henri), Jourez (Léon), Maenhout, Mostaert, Niezette, Périquet, Vanden Corput, Vanden Eynde en Wauters.

b) *Zes leden door de afdeelingen benoemd* : de heeren de Montpellier, David, de Liedekerke, Brusselmans, Pierco en Richard.

Anderdeels is het noodig, dat deze pogingen niet tegengestreefd noch teniet worden gedaan door eene verkeerd begrepen bevoorradingspolitiek. Nu, op dat gebied dreigen steeds onheilspellende wolken.

De Commissie blijft van gevoelen, dat de Bevoorradingspolitiek binnen de bevoegdheid valt van den Minister van Landbouw, en betreurt dat de wet van 25 Januari 1923 ten minste gedeeltelijk van haar doel werd afgewend.

Deze wet voorzag, dat de Koninklijke besluiten, alvorens ten uitvoer te worden gelegd, aan de beraadslaging van den Ministerraad moesten worden onderworpen.

Tegen dezen uitdrukkelijken tekst in, wordt bij Koninklijk Besluit een soort afvaardiging aangesteld, waardoor het Departement van Nijverheid en Arbeid in de zaak alleen bevoegd wordt verklaard.

Niettemin moet men bekennen, dat dit Departement daarna de vertegenwoordigers van den Landbouw op meer regelmatige wijze heeft geraadpleegd.

*
* *

Wegens de stijging der levensduurte welke wij thans ondervinden, wegens de lichtzinnigheid waarmede het publiek daarover oordeel velt, en wegens de ervaring betreffende eene bevoorradingspolitiek die op sommige tijden nadeelig was voor den landbouw, hebben wij gemeend deze bijdrage tot de studie der prijzen van de landbouwvoortbrengselen aan onze collega's te moeten onderwerpen.

Wij beweren niet het vraagstuk op te lossen. Ons voorstel plaatst het vraagstuk op zijn waar gebied en heeft, onzes dunkens, ten minste dit voordeel, het gevaar van sommige oplossingen aan te wijzen.

*
* *

De oplossing ligt niet in eene ongebreidelde vrijheid, evenmin in eene tot het uiterste gedreven reglementeering. Vrijheid is de regel; dwang, de uitzondering. — De prijs der voortbrengselen wordt bepaald door de wet van vraag en aanbod; wordt deze wet op ernstige wijze belemmerd, dan is tusschenkomst noodzakelijk.

Practischerwijs wordt deze tusschenkomst vooralsnog niet gebillikt dan in zooverre de verkooper, wegens de omstandigheden, een werkelijk monopolie zou bezitten. Dan is hij de meester van de markt, en de vrije mededinging kan hem niet meer verontrusten, zoodanig dat de aankoper onvermijdelijk langs hem om moet gaan.

Tijdens den oorlog, was dit de toestand voor velerlei eetwaren. Thans bestaat zoo iets niet meer.

Wel kan men onderstellen, dat op sommige oogenblikken, waarop geweldige veranderingen in den wisselkoers plotselinge stijgingen der prijzen verwekken en den uitvoer naar het buitenland toelaten, eene tijdelijke reglementeering noodzakelijk is; doch zulks kan niet blijven duren. Dat is maar een pogen om de schommelingen der prijzen in ruimte te doen verminderen, schommelingen die zoo nadeelig zijn voor de voortbrengers als voor de verbruikers. Is de kalmte eens terug ingetreden, 's lands muntwaarde gevestigd, dan worden de prijzen door de

internationale mededinging genivleerd. Men mag zeggen, dat, onder de huidige omstandigheden, — enkele tijdelijke maatregelen daargelaten. — elke tusschenkomst in de regeling der prijzen, elke onderbreking in de internationale omruiling uit den boeze is.

Het gevolg er van is : een gedeelte van de bevolking te berooven van de normale winsten van den arbeid. Dat komt wellicht ten goede aan den verbruiker.

Echter niet voor langen tijd, daar de ondervindingen en een weinig praktische psychologie aantoonen dat de geschonden economische wet spoedig gewroken wordt.

Nemen wij den maximum-prijs als voorbeeld : Hij wordt verordend voor een zekere voedingswaar. Het gevolg laat zich niet wachten : Schaarschwording van de koopwaar. De verbruiker windt zich op en wil voorraad opslaan. Hij die de koopwaar houdt neemt zijn voorzorgen. De koopwaar schijnt hem zeer kostbaar toe sinds de Staat, misschien wel ten onrechte, eene sterke prijsverhooging er van voorziet. Ofwel is de koopwaar inderdaad schaarsch en dan kan men onmogelijk den verkoop onder de hand en tegen hooge prijzen beteugelen ; ofwel zij is in betrekkelijk voldoende hoeveelheid op de markt nog voorhanden en dan zal de verordende maximum-prijs dadelijk de prijzen over 't algemeen op hetzelfde peil brengen van de bedoelde maximum-prijzen, onaangezien de hoedanigheid noch de prijsafwijkingen die normaal op de onderscheidene markten bestaan. — Welnu, die afwijkingen zijn vaak aanzienlijk. Zij bereiken gemakkelijk 10, 15, 20 en 25 t. h.

Een opname betreffende de onderscheidene landbouwmarkten laat toe vast te stellen :

Prijs der eieren.

29 Nov. 1924. Waregem, fr. 0.66 tot 0.95.

1 Dec. 1924. Leuven, fr. 0.70 tot 0.90.

4 Dec. 1924. Audenaerde, fr. 0.75 tot 0.95.

2 Dec. 1924. Moll, fr. 1.08 tot 1.10.

2 Dec. 1924. Beveren-Waas, fr. 1.00 tot 1.15.

2 Dec. 1924. Thienen, fr. 1.10 tot

1 Dec. 1924. Geeraardsbergen, fr. 1.00 tot 1.05.

Dezelfde week melden de marktprijzen afwijkingen voor de aardappelen van 43 tot 60 frank ; 16 frank (Aerschot, 4 December), tot 21 frank (Merchtem, 3 December), voor de boter.

In deze omstandigheden, zou de maximum-prijs tot gevolg gehad hebben de koopwaar schaarsch te maken en duurder voor een groot aantal der verbruikers.

* * *

De kunstmatige samendrukking van de landbouwprijzen, hetzij die geschiedt door den uitvoer te verbieden, ofwel de rechtstreeksche samendrukking, heeft dit ander bezwaar, van slechts een louter symptomatisch hulpmiddel te zijn met een zeer beperkt tijdelijk uitwerksel.

Zij behandelt niet de diepingewortelde ziekte, wier oorzaken een wijs onderzoek vergen ; zij behandelt het uitwerksel, het ziekte teken dat de levensduurte is.

De openbare denkwijze ziet niets anders dan dat.

Zij ziet niet de handelsbalans die uit haar evenwicht is gerukt, noch den wissel die onvast is, noch onze economische toerusting en ons economisch leven die nog niet geheel hersteld zijn.

De behandeling draagt er toe bij, bij den zieke een valsche zekerheid te onderhouden. De politiek der effenmaking, — een kwaad dat tot zeker punt noodzakelijk is —, de betaling van een groot gedeelte der bevolking volgens een stelsel van veranderlijke loonen, de kunstmatige samendrukking van de prijzen der voedingswaren, beletten dat de heilzame waarschuwing van het duurder wordend leven ons tot de orde terugroepe. Alzoo wordt een groot gedeelte der bevolking onverschillig voor den wisselkoers, hetgeen een vreeselijk gevaar voor een land uitmaakt.

Intusschen wordt het getroffen product ingehouden. De voortbrenger hecht er geen belang meer aan, en wanneer het opnieuw ter vrije markt zal worden gebracht, zal de vraag er naar heelemaal ontoereikend zijn.

*
* *

Wij zijn dus van meening dat de regeling van de prijzen der voortbrengselen schadelijk is; wij meenen eveneens dat het niet noodig is den uitvoer er van te verbieden.

Wij maken slechts voorbehoud voor eenige toestanden van uitzonderlijken en voorbijgaanden aard.

Men late ons die voorstellen eenigszins nader toelichten.

*
* *

I. — De voortbrengselen van den Belgischen Landbouw zijn over het algemeen beneden het Index-Number gebleven.

Vergelijkende tabel der Index-Numbers van sommige voortbrengselen.

	Gemiddelde cijfers.	Voedings- producten.	Brand- stoffen.	Petroleum en bij- producten.	Producten der metaal- nijverheid.	Producten der weef- nijverheid.
1921 October . . .	372	»	»	»	»	»
1922 Januari . . .	366	»	»	»	»	»
— April . . .	344	»	»	»	»	»
— Juli . . .	360	— 336	+ 391	+ 366	— 329	+ 440
— October . . .	385	— 326	+ 457	— 333	— 368	+ 477
1923 Januari . . .	434	— 353	+ 514	— 360	+ 467	+ 563
— April . . .	480	— 362	+ 634	+ 481	+ 526	+ 579
— Juli . . .	504	— 437	+ 643	— 496	+ 541	+ 607
— October . . .	515	— 473	+ 725	— 488	+ 534	+ 620
1924 Januari . . .	580	+ 602	+ 709	— 544	— 553	+ 800
— April . . .	555	— 521	+ 687	+ 636	— 513	+ 754
— Juli . . .	566	— 527	+ 641	+ 655	— 519	+ 844
— October . . .	»	»	»	»	»	»

Merken wij op, dat het in deze tabel gaat over kleinhandelsprijzen die bijlange niet den stand van de groothandelsprijzen weergeven.

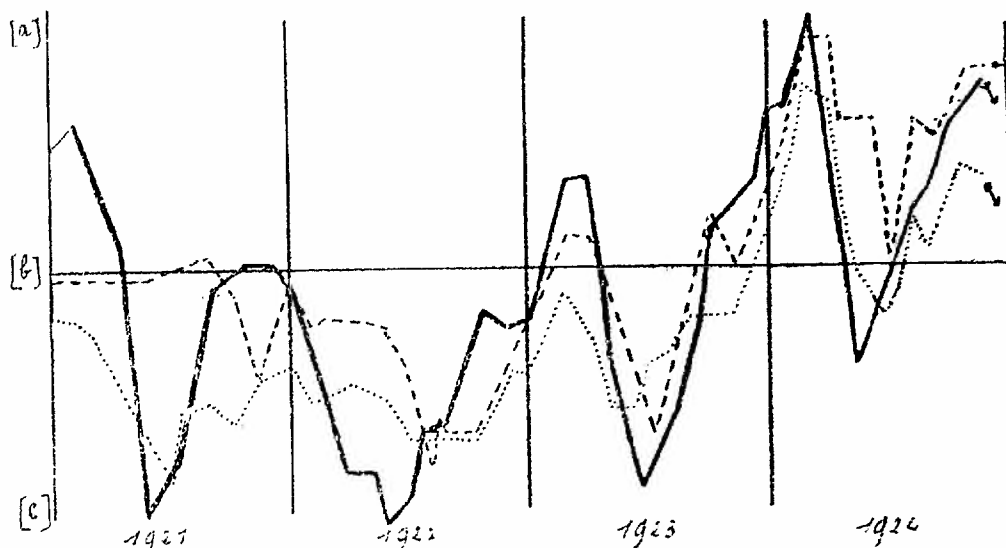
II. — De prijs van de landbouwproducten schijnt niet beïnvloed te zijn geweest door eenige beraamde handeling ter wille van de prijsstijging.

De normale verschijnselen : seizoen, overvloed van oogst, wisselkoers, prijs der grondstoffen alleen schijnen den stand der koersen te helpen bepalen.

De volgende graphieken zijn dienaangaande zeer belangwekkend.

Prijs der Boter (—) van de Zemelen (— — —) en van het Lijnmeel (.....).

GRAPH. I.



De toe te passen schaal is de volgende :

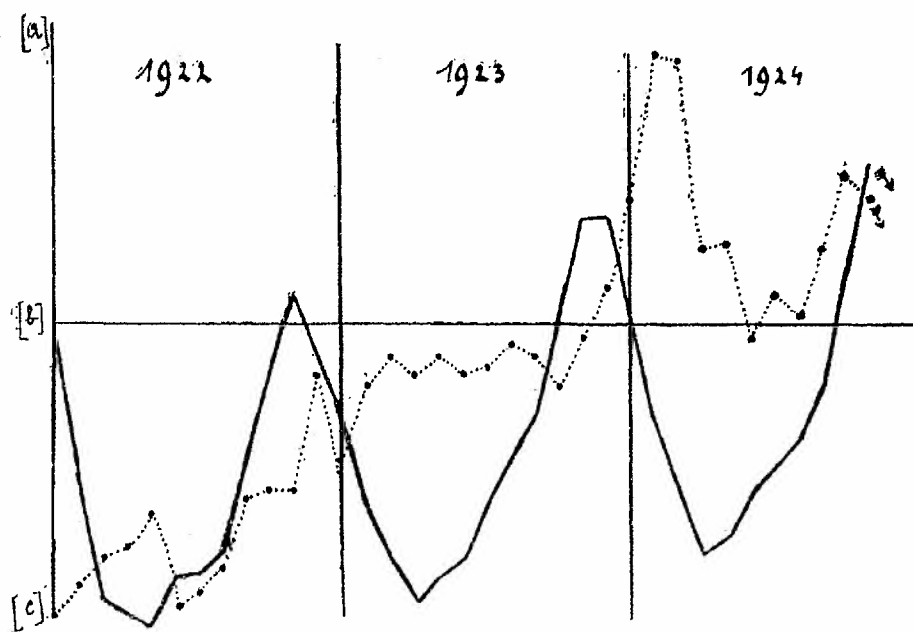
	Boter (1 kgr.)	Zemelen (100 kgr.)	Lijnmeel (100 kgr.)
In a	20 frank	80 frank	160 frank
In b	15 —	55 —	110 —
In c	10 —	30 —	60 —

De boterprijzen zijn getrokken uit de maandelijksche opgaven van het *Staatsblad*.

De zemel- en lijnmeelprijzen zijn geleverd door den documentatiedienst van den *Belgischen Boerenbond*.

Prijs der eiëren (—) en der maïs (.....)

Gr. II.



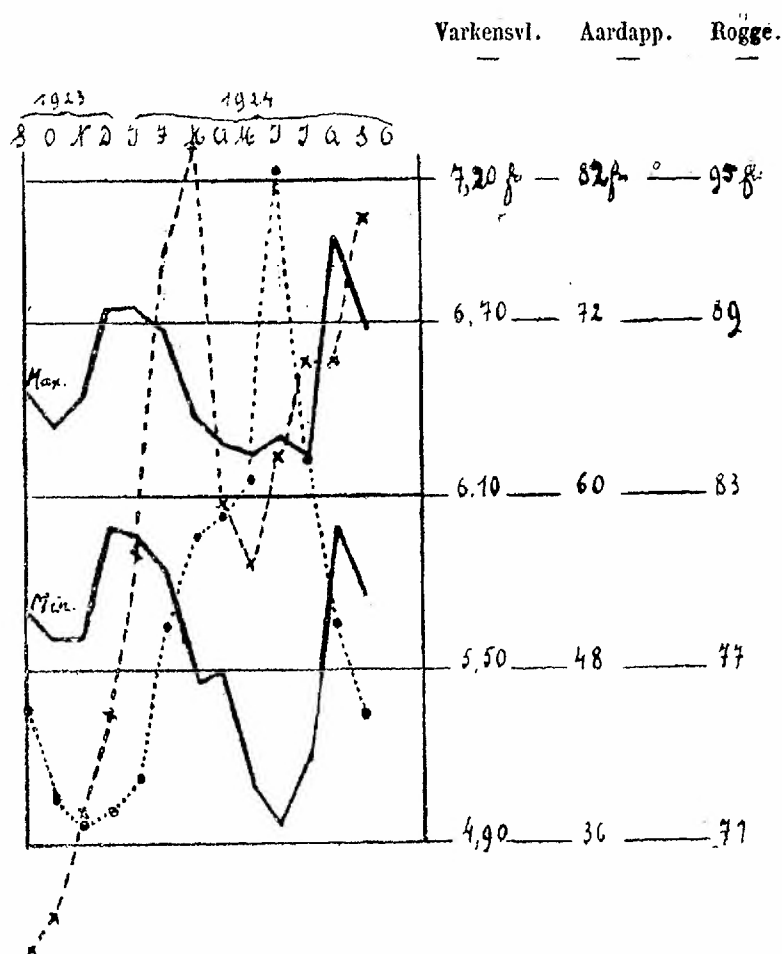
De toe te passen schaal is de volgende :

	Eieren (de 26)	Maïs (de 100 kgr.)
	—	—
In a	32 frank.	118 frank.
In b	20 —	82 —
In c	8 —	36 —

De prijzen der eieren zijn getrokken uit de maandelijksche opgaven van het *Staatsblad*. — De prijzen van de maïs zijn geleverd door den documentatiedienst van den *Belgischen Boerenbond*.

Prijs van het varkensvleesch (gewicht ongeslacht) (—)
van de aardappelen (.....) en van de rogge (— — —)

Gr. III.



De prijzen van het varkensvleesch zijn die van de markt van Anderlecht-Cureghem. (Bulletin van het gemiddeld aantal en gemiddeld gewicht der slachthuisdieren. Min. van Landbouw.) De prijzen der aardappelen en der rogge zijn getrokken uit de maandelijksche opgaven van het *Staatsblad*.

Uit deze tabellen blijkt hoofdzakelijk de regelmatige afwijking der prijzen bij elk seizoen, alsmede de ruimte der schommelingen.

Zooveel producenten, zelfs wanneer de prijs in 't groot of de grondstoffen verminderen, trachten, door alle mogelijke middelen, de voorgaande prijzen staande te houden. De graphische tabellen, deze prijzen betreffende, toonen ruststanden die ten slotte gevolgd worden, vaak lang na de daling van den groot-handelprijs of van de grondstoffen, door plotselinge inzakkingen die echter over 't algemeen spoedig terug worden omhoog gedreven. (Zie verder de graphische tabel V).

De prijzen der landbouwproducten integendeel worden voor alles door de seizoenen beheerscht. Dit blijkt op treffende wijze uit de graphische tabellen I, II, III et V.

En de afwijkingen zijn aanzienlijk !

	Boter		Eieren		Aardappellen	
	Max.	Min.	Max.	Min.	Max.	Min.
1920 . . .	17.44	11.86	—	—	43.98	21.89
1921 . . .	18.04	9.80	—	—	54.20	34.32
1922 . . .	16.91	9.58	21.30	8.05	61.45	15.59
1923 . . .	18.24	10.76	24.87	8.82	58.14	15.46
1924 . . .	20.09	13.08	20.61	10.11	82.24	41.16

Dit zijn de cijfers van het *Staatsblad*. Het is stellig dat, feitelijk, de afwijkingen nog grooter waren. Die onregelmatigheid bewijst dat de markt gezond en normaal is en krachtig reageert volgens de wet van vraag en aanbod.

Merk overigens op, dat noch de officieele tusschenkomsten, noch zelfs de stijging van de grondstoffen den regelmatigen gang der seizoenschommelingen konden doen ophouden.

Nemen wij, als voorbeeld, de boter. (Graphiek I.)

In Februari 1923, werd de regeling der uitvoervergunningen verordend. Ons diagramma toont dat deze regeling de schommelingen niet kon beletten.

De normale winterstijging deed den Minister beslissen alle vergunning te weigeren van af Februari 1924. (Ministerieel besluit van 17 Februari 1924). De lentedaling en de herfststijging hebben zich voorgedaan alsof er niets was gebeurd.

Meer nog : op het eerste zicht zou men den Minister kunnen beschuldigen door zijne regeling de maxima en de minima te hebben verhoogd. Wij wagen ons niet aan zulke critiek, daar wij weten dat die stijging het gevolg is van eene overeenstemmende stijging der landbouwgrondstoffen, alsmede van de algemeene stijging der levenskosten.

Eveneens betwisten wij dat in- en uitvoer de hoofdfactoren zijn van den kostenden prijs van een product.

Alzoo de prijzen van het ongeslacht varkensvleesch.

De sterkste prijzen van het jaar 1923 zijn die van de maanden Januari en Februari. Welnu, wij voerden in :

in Januari, voor 4,399,254 frank levend en geslacht varkensvleesch,

in Februari, voor 3,310,146 frank.

Wij voerden uit in die zelfde maanden :

in Januari, voor 98,400 frank,

in Februari, voor 204,157 frank.

Feitelijk, onbeduidenden uitvoer. — Ondanks dit, betaalde men het varkensvleesch tamelijk duur.

		Gent	Cureghem
1923	Januari.	6.55 tot 6.74	6.63 tot 7.19
1923	Februari	6.42 tot 6.73	6.68 tot 7.36

Hoewel de uitvoer nagenoeg niet bestond, vond men het toch goed hem te regelen.

In November (Ministerieel besluit van 17 November 1923), werd de uitvoer vrij : dienvolgens nam hij eene groote uitbreiding.

Onze uitvoer stond boven den invoer in October met 181.809 frank; in November met 623.939 frank; in December met 2.546.032 frank; in Januari 1924 met 4.163.774 frank.

Op dat oogenblik verkocht men tegen de volgende prijzen :

Op de markt van Gent, fr. 6.05 in October tegen fr. 6.02 in November; tegen fr. 6.10 in December; tegen fr. 6.26 in Januari.

Op de markt van Cureghem, fr. 6.35 in October tegen fr. 6.46 in November; tegen fr. 6.75 in December; tegen fr. 6.76 in Januari.

Den 17^e Februari 1924 liet de Minister weten dat hij elke vergunning weigeren zou. De weerslag op de prijzen?

Te Gent betaalde men in Februari fr. 6.28; te Cureghem, fr. 6.68;
in Maart, fr. 6.25; te Cureghem, fr. 6.38.

Laten wij opmerken dat de laagste prijzen in 1924 (Mei en Juni) voorkomen nadat de Minister opnieuw vergunningen had toegestaan (*M. B.*, 9 Mei 1924) en nadat de reglementeering voor den uitvoer was ingetrokken (*M. B.*, 21 Juni 1924).

* * *

Insgelijks de stijging der grondstoffen schijnt onmachtig te zijn tegenover deze schommelingen. Dit blijkt klaar uit de graphische tabel III.

Ondanks eene felle stijging van de rogge en van de aardappelen, kwam niettemin des Zomers de gewone daling voor in den prijs der varkens. Het is overigens een gekend feit dat de duurte van het voeder niet zelden tijdelijk den prijs van het vee doet dalen. De terugslag (Augustus 1924) is er des te sterker om.

Hetzelfde kan gezegd worden van de eieren (*Graphiek II*, jaar 1924).

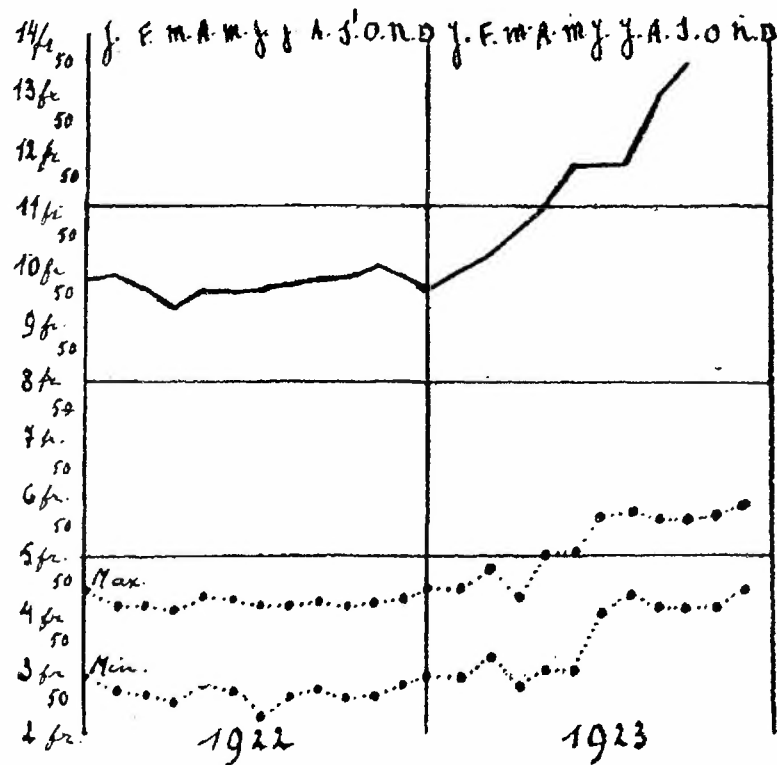
De grondstoffen beheerschen echter op onbetwistbare wijze de prijzen en billijken ze. De vergelijking is treffend in tabel I, minder sterk ofschoon nog zeer merkbaar in tabel II. Eene zekere vertraging stelt men vast in de prijzen der varkens (Tabel III).

III. — Wordt de prijs, die aan den voortbrenger wordt betaald, hoofdzakelijk beheerscht door factoren tegenover dewelke deze onmachtig staat, dan schijnt het nochtans dat de prijs in 't klein niet met dezelfde regelmatigheid den prijs in 't groot volgt.

Over het algemeen ontbreekt hier de statistiek. Uit eene verder doorgedreven studie zou men echter niet zelden een groot verschil kunnen vaststellen in de prijzen van het fruit en van de groenten. Dit werd ons bewezen door het onderzoek der boekhouding van een handelshuis in 't groot. De statistiek der prijzen van het ossenvleesch bezitten wij.

Prijs van het ongeslacht osse vleesch (. . . .) en geslacht (—).

Gr. IV.



De kleinhandelprijzen zijn getrokken uit het Arbeidsblad.

De prijzen van het osse vleesch (ongeslacht) zijn de maximum- en minimum-prijzen van de markt van Cureghem. (Bulletin van het gemiddeld aantal en den gemiddelden prijs van het slachtvee. — Minis. van Landbouw.

Het is kenmerkend dat de afwijking tusschen den prijs van het ongeslacht vee en die van het slachtvleesch stijgend is.

Het is insgelijks kenmerkend vast te stellen dat de kleinhandelprijs geenszins van zekere zakkingen in den prijs van het ongeslacht osse vleesch doet blijken. (Juni 1920 — Maart-April 1923 — September-October 1923.)

De gang van de curve van den prijs van het geslacht osse vleesch, in 1923, is heel typisch. De prijzen stijgen aanhoudend. Een eenvoudige ruststand, in Juni-Juli, beantwoordt aan de prijsdaling van het ongeslacht vee gedurende de vorige maand.

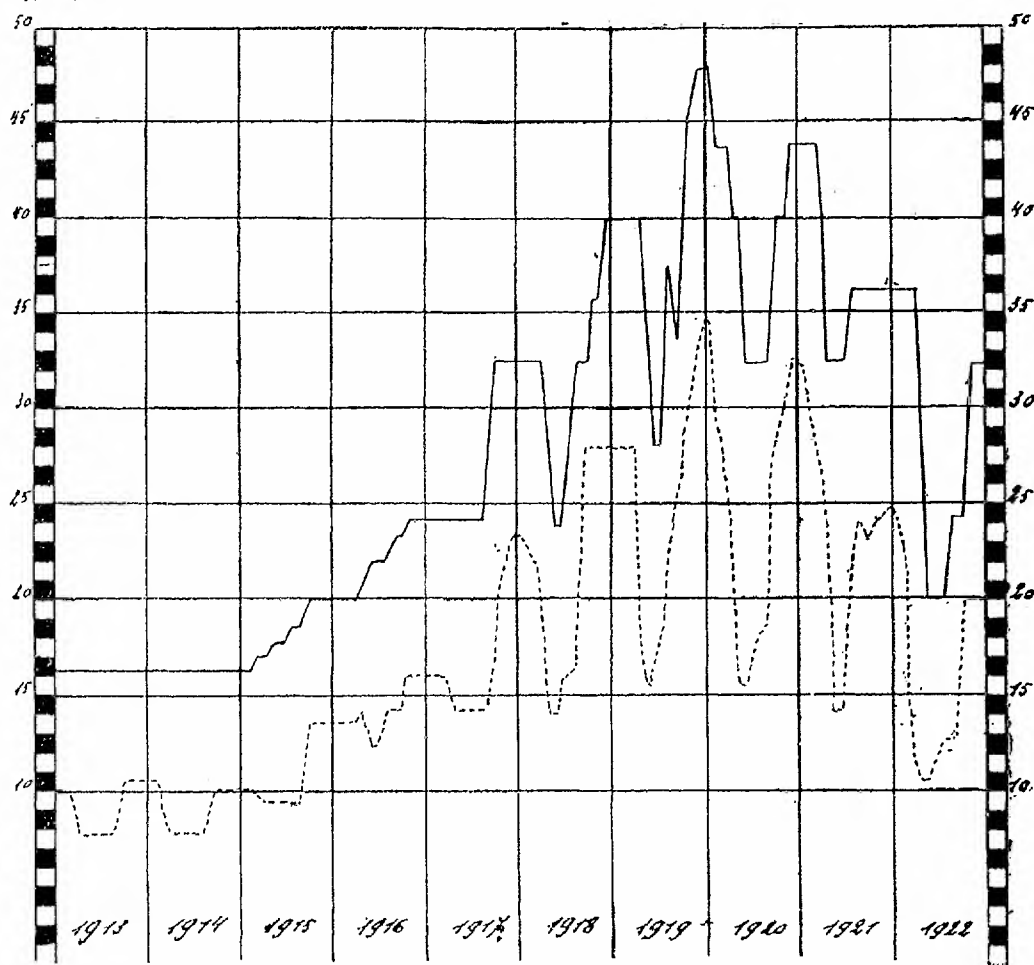
Wij hebben den indruk dat dit ook zoo gesteld is voor de overige producten. De dalingen in de groothandelprijzen brengen slechts ruststanden in de kleinhandelprijzen, de stijgingen in de groothandelprijzen verwekken veel sterkere stijgingen in de kleinhandelprijzen.

Eene Engelsche studie over hetzelfde onderwerp brengt tot dezelfde beslitselen.

Gemiddelde melkprices, te Londen, van 1913 tot 1922.

———— Prijs betaald door den verbruiker ; - - - - - Prijs ontvangen door den producent.
 Prijs in pence per gallon (4.54 l.) (1)

Gr. V.



Deze tabel duidt op zeer typische wijze de seizoenveranderingen aan die even regelmatig en even uitdrukkelijk zijn als te onzent. Tevens betoogt het op merkwaardige wijze onze aanmerkingen omtrent de verschillen tusschen de prijzen in 't groot en in 't klein. — Het algemeen uitzicht der beide teekeningen, een kubiekvormig, het andere ingekerfd, is leerrijk,

Het Departement van Landbouw der Vereenigde-Staten heeft in Februari 1924 een zeer belangwekkend verslag doen verschijnen over de kwestie, welk verslag besluit als volgt : « De meelwaarde van het koren van den voortbrenger wordt volstrekt onderdrukt door de kosten die noodig zijn om het onder vorm van brood aan den verbruiker te doen toekomen. »

IV. — Ongetwijfeld, kan de politiek van samendrukking der prijzen in den landbouw, gedurende een zekeren tijd, beperkte voordeelen verzekeren aan de verbruikers, doch tegen welken prijs ?

Vroeg of laat zal de verbruiker het duur betalen.

Het lijdt geen twijfel dat een politiek van samendrukking der prijzen den landbouwer langzaam maar zeker naar de industriele bebouwingen drijft. In 1914, plantte de Belgische landbouwer 52,149 hectaren suikerbeetwortelen, in 1919, 42.894 hectaren en, in 1924, 80,591 hectaren.

(1) Report of The Departmental Committee on Distribution on Prices of Agricultural Produce, 1924.

Gedurende dezen tijd werd van de producten voor de menschelijke voeding hoe langs zoo meer afgezien.

	Tarwe.	Rogge.	Aardappelen.
1913 . . .	159.494 Ha.	259.491 Ha.	159.871 Ha.
1923 . . .	139.814 Ha.	232.026 Ha.	152.465 Ha.

Een mislukken in den verkoop is soms voldoende om de voortbrengst opeens fel te beperken.

In 1920 hadden wij 50.726 hectaren vlas gezaaid; in 1921 bedroeg de bezaaide oppervlakte nog ternauwernood 15.040 hectaren.

In 1922 hebben wij het record bereikt met de aardappelen : 179.906 hectaren. De verbruiker stelde met genoegen vast, dat de prijzen die van vóór den oorlog nabijkwamen; in 1923 verloren wij 27.000 hectaren en de verbruiker stelde met spijt zijne ontgoocheling vast! In 1924 hebben wij 158.471 hectaren beplant. De opbrengst mislukte en de prijzen stegen op aanzienlijke wijze. Hoe gelukkig zouden wij zijn, mochten wij thans over de 21.000 hectaren welke wij in 1922 te over hadden beschikken.

De gevolgen eener politiek van inkrimping der prijzen is klaar. Kan de landbouwer niet onverwijld afzien van eene teelt welke hem is bijgebleven door de gebruiken, door de beurtwisseling der teelten, door de behoeften van andere takken van zijn bedrijf, door de onmogelijkheid zoo maar van stonden aan nieuwe teelten te vinden om de vroegere te vervangen, dan lijdt het nochtans geen twijfel dat hij hoe langs zoo meer afziet van teelten die hem blootstellen aan de wisselvalligheden en de bezwaren van eene onbezonnen bevoorradingspolitiek. Die keering gaat zelfs sneller dan men op het eerste gezicht onderstellen zou; zulks blijkt uit het groot tekort aan aardappelen (12 t. h.) dat men in 1923 op den voorgaanden oogst heeft vastgesteld.

Niet enkel wordt de bevolking vroeg of laat het slachtoffer van eene verkeerd begrepen bevoorradingspolitiek, doch ook 's lands crediet lijdt daaronder.

Hoe wil men afzetgebieden vinden met een stelsel dat zoo maar plotseling gedurende weken en maanden den uitvoer verbiedt?

Nu, in sommige vakken van den landbouw zouden wij eene ongunstige handelsbalans naar ons voordeel kunnen overhalen in het belang van gansch het land.

Het is niet overbodig hier te herinneren aan de statistiek betreffenden den eierenuitvoer, vermeld in het Verslag over de Begroting van 1923.

	INVOER.		UITVOER.	
	Millioen stuks.	Waarde millioen frank.	Millioen stuks.	Waarde millioen frank.
1913	212,6	16,9	134,5	12,5
1921	52,9	23,7	1,6	0,9
1922	113,6	36,3	14,1	5,5
1923	64,9	25,5	64,2	29,5
1923 (eerste vier maanden).	16,1	5,3	18,3	7,4
1924 (eerste vier maanden).	7,1	2,8	51,2	30,5

Dergelijke heropleving is mogelijk in andere gebieden.

Nemen wij, b. v., den uitvoer van varkensvleesch.

Ziehier de saldo-waarden van in- en uitvoer (levende varkens en versch vleesch).

1923 Januari	— 4.300.000 frank.	1924 Januari	+ 4.163.000 frank.
— Februari	— 3.103.000	— Februari	+ 3.007.000
— Maart	— 1.828.000	— Maart	+ 2.501.000
— April	— 1.022.000	— April	+ 207.000
— Mei	— 1.733.000	— Mei	+ 1.597.000
— Juni	— 1.633.000	— Juni	+ 2.079.000
— Juli	— 119.000	— Juli	+ 1.751.000
— Augustus	+ 207.000	— Augustus	+ 1.165.000
— Septemb.	+ 36.000	— Septemb.	+ 1.540.000
— October	+ 181.000		
— Novemb.	+ 623.000 (M. B. 17-11-23)		
	(volledige vrijheid)		
— Decemb.	+ 2.546.000.		

De eerste negen maanden van 1923 geven ons een tekort van 14.985.000.

De eerste negen maanden van 1924 een teveel van 18.010.000.

Een en ander van dezen uitvoerhandel werden echter door bevoorradingsmaatregelen in hun bestaan bedreigd.

Er ware veel te doen voor den uitvoer van aardappelen, vruchten, warmoezerijen, enz. Doch daartoe is vrijhandel noodig.

De Commissie komt terug op het advies dat zij reeds verleden jaar had gegeven : Er bestaat ter wereld geen nijverheid die kan weerstaan aan de regeling welke maar al te dikwijls op onzen landbouw is toegepast geworden : volkomen gebrek aan bescherming tegen de vreemde markt wanneer de binnenlandsche markt hem ongunstig is : verbod van uitvoer, zoodra de internationale marktprijzen meer voordeelig zijn.

De economische waarheid en het waar belang van het land bestaan niet in een regime van samendrukking der landbouwprijzen.

Om de meest dichte bevolking ter wereld te kunnen bevoorraden, om in sommige zijner activiteitstakken genoegzame overschotten te kunnen verzekeren, om een ingerichten uitvoer mogelijk te maken, moet de Belgische landbouwer immer meer voortbrengen.

Hij is bereid de noodige inspanning te doen, doch daarvoor mag men hem niet in zijne bewegingen belemmeren.

Meer voortbrengen, minder verbruiken, dat blijkt de ware reddingsformule.

Dit is een zoo heldere waarheid, en nochtans al te vaak nog miskend, in de praktijk die er het natuurlijk gevolg moet van zijn.

*
*
*

De Commissie voor de Landbouwbegroting heeft met voldoening kennis genomen van het Koninklijk besluit d. d. 15 September 1924 tot herinrichting van de officieele Landbouwwetgeving.

In 1923 had zij een wensch in dien zin uitgedrukt. Met dezelfde voldoening neemt zij kennis van de grondige wijziging toegebracht aan de regeling betref-

fende het mondzeer. Wellicht zal de ervaring nog toelaten de regeling van het nieuw Koninklijk besluit te verbeteren.

De Commissie wijst den Minister op het aanzienlijk nadeel aan den landbouw berokkend door de overstromingen welke dit jaar duizenden hectaren hebben verwoest.

In de Maasvallei schijnt men wel niet al de noodige maatregelen te hebben genomen of daarmee te lang hebben gewacht om de ramp te beletten.

Het schijnt anderzijds dat het Korps van Bruggen en Wegen van dichterbij de noodwendigheden van den landbouw zou moeten bestudeeren en daarvan in eene ruimere mate rekening houden. Onder voorwendsel van in sommige vaarten van ondergeschikt vervoerbelang voldoende hooge waterstanden te behouden, laten de diensten soms honderden hectaren, in den Winter, onder water staan en weigeren zij, in den Zomer, het noodige irrigatiewater aan de oevereigenaars.

Uit het geheel van de besprekingen in de Commissie blijkt dat die kwestie met aandacht verdient onderzocht te worden en spoedig opgelost.

Een lid wijst de Commissie er op dat het zou noodig zijn door den Minister van Landbouw te hooren verklaren, welke houding hij zal aannemen voor wat betreft de kwestie der landpacht en de politiek der scheikundige mesten.

Blijft ons nog over de begrootingsramingen omstandiglijk te onderzoeken. Even als die van verleden jaar, heeft onderhavige begrooting slechts enkele wijzigingen ondergaan.

Alleen de verhoogingen bij de artikelen 41, 54 en 69 duiden de nieuwe, overigens zeer heilzame uitbreidingen aan, welke het Departement hoopt te geven aan zijn landbouwonderwijs en aan zijne ontginningspolitiek.

Bij het onderzoek van de artikelen, hebben sommige leden der Middenafdeeling eenige bemerkingen in 't midden gebracht en eenige inlichtingen gevraagd.

Bij artikel 41, heeft een lid de bezwaren aangeduid van de huidige regeling betreffende het slachten, daar de verplichting van in een openbaar slachthuis de ter markt gebrachte dieren te doen slachten zeer kostbaar is.

Het mangel aan goede hoefsmeden verontrust zekere leden van de Middenafdeeling. Op den buiten vindt men er geen meer. Zij zijn verdwenen evenals overigens al de geschoolde arbeiders. Een lid verlangt te weten of het onderwijs van de hoefsmederij, voorzien bij de artikelen 19, 20, 21 der Begrooting, vruchten draagt.

ART. 22, litt. c. — Een lid wijst op het nut der syndicaten voor den gemeenschappelijken aankoop van stieren, en betreurt dat men eigenlijk de bewarings-toelage heeft afgeschaft, waardoor die syndicaten verdwenen zijn in de zandstreek van Oost-Vlaanderen.

ART. 26, litt. a. — De Commissie stelt eene wijziging voor in den tekst, welke, overigens, afzonderlijk in een amendement wordt opgenomen.

Het gewijzigd artikel 26a zou luiden : — Provinciale Landbouwkamers. — Provinciale Landbouwverenigingen, enz. Als gevolg van het Koninklijk besluit tot wijziging van de officieele landbouwvertegenwoordiging, zal het grootste gedeelte van de dotatie der Provinciale Landbouwverenigingen op de Provinciale Landbouwkamers moeten worden overgebracht, welke voortaan met de inrichting der prijskampen, enz. zijn belast.

Art. 32. — De Commissie is van oordeel dat het Hooger Staatsnormaalinstituut voor landbouwhuishoudkunde een hoogst belangwekkend experiment uitmaakt. Dit moet worden voortgezet.

De Commissie is echter van gevoelen dat de dotatie van dit Instituut sterk genoeg is. (Art. 32, 33, 34, 35 91 en 92).

Zij vraagt welke sommen (uitzonderlijke credieten er bij begrepen), sinds zijne oprichting, aan dit Instituut werden verleend.

Kan men de toerusting van het Instituut als voltooid aanzien ?

Welke uitslagen heeft het bereikt ?

Art. 41. — De Commissie uit hare voldoening dat eindelijk het landbouwonderwijs op betrekkelijk gelijken voet met het nijverheidsonderwijs wordt gesteld.

Art. 48. — Sommige leden verlangen een verslag over de bedrijvigheid der onderscheidene landbouwkundige stations en proefstations wier bestaan in de Begrooting wordt voorzien.

Art. 54. — De Commissie meent dat men niet genoeg de ontginning van braakgronden kan aanmoedigen. De credietverhoging van 50,000 frank is ten volle gerechtvaardigd.

De Commissie ware dankbaar, inlichtingen te ontvangen over de inzichten van het Departement die kwestie betreffende.

Art. 70b. — De Commissie verlangt te weten welke bedragen onderscheidenlijk worden toegekend aan de werkmansuinen en aan het Domein van Mariemont.

Zij is van gevoelen dat de toelage aan het werk der werkmansuinen en aan het werk van « Het Hoekje gronds » in geen geval minder mag bedragen dan zij vroeger was.

Bij de artikelen 71 en volgende, drukken sommige leden hunne verwondering uit dat het boschdomein van Eupen-Malmedy zoo weinig ontgind wordt.

Het schijnt dat over 't algemeen de opbrengst van het wouddomein van den Staat onvoldoende is. De Commissie verzoekt dienvolgens den Minister een globale raming te willen doen van de waarde van 's Rijks boschdomein alsmede van de opbrengst daarvan, de kosten van bewaking en van exploitatie daarvan afgetrokken.

Art. 81. — De Commissie vestigt de aandacht der Kamer op de noodzakelijkheid van het onderhoud der buurtwegen. Men mag zich afvragen of de aangevraagde credieten daartoe toereikend zijn.

De Commissie wijst er op dat ten minste een gedeelte der meerderopbrengst van de belasting op de motorvoertuigen daartoe zou kunnen aangewend worden.

Ware het insgelijks niet noodig aan de vreemde toeristen heffingen op te leggen zooals in Frankrijk geschiedt? Die heffingen hebben geen verbiedend karakter en leveren zakelijke uitslagen op.

. . .

De Commissie verzoekt de Kamer deze begrooting goed te keuren.

AMENDEMENT
PRÉSENTÉ PAR LA COMMISSION.

Libeller l'article 26 comme suit :

ART. 26. — a) Chambres provinciales d'agriculture, sociétés agricoles provinciales, etc. (la suite comme au projet de loi).

De Verslaggever,
FR. BRUSSELMANS,

AMENDEMENT DOOR DE COMMISSIE
INGEDIEND.

Artikel 26 te doen luiden :

ART. 26. — a) Provinciale landbouwkamers, provinciale landbouwverenigingen, enz. (het overige zooals in het wetsontwerp).

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

